

# Résumé

Le Canada doit poursuivre la mise en œuvre de son programme de développement durable et s'employer à relever ses défis les plus urgents, au nombre desquels, notamment, l'atonie qu'affiche la croissance de sa productivité, les inégalités socio-économiques persistantes que connaît le pays, ainsi que l'obligation qui lui est faite d'accélérer la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre s'il souhaite atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, comme le prévoit son ambitieux plan d'action environnemental. Le Canada a toujours été ouvert à l'investissement et aux échanges commerciaux. Le stock d'investissements directs étrangers (IDE) en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), indiquant le poids économique de l'investissement étranger, a progressé au fil du temps et il ressort aujourd'hui plus élevé que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. La plus grande part du stock d'IDE se concentre dans les services, en particulier dans la gestion de sociétés et d'entreprises, la finance et les activités d'assurance, et le commerce. Certains secteurs manufacturiers, en particulier ceux des produits chimiques, des denrées alimentaires et boissons, et des produits du pétrole et du charbon, ainsi que l'extraction gazière et pétrolière, ont également bénéficié d'importants investissements étrangers, prenant notamment la forme de projets d'extension et de nouvelles implantations d'entreprises étrangères (*IDE ex nihilo*). D'autres secteurs tels que l'industrie manufacturière, l'agriculture, les services d'utilité publique et la construction attirent des niveaux relativement plus faibles d'IDE au Canada. La majorité des projets d'IDE *ex nihilo* se concentrent en Ontario, en Alberta, en Colombie-Britannique et au Québec, qui sont les provinces les plus densément peuplées et les centres d'activité économique les plus dynamiques.

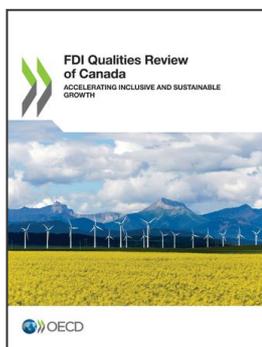
L'IDE soutient les ambitieux objectifs du Canada en matière de développement durable. L'IDE est un moteur important des exportations, en particulier de produits à des stades précoces de la production comme dans l'extraction pétrolière et gazière, mais aussi de matériels de transport, de TIC et d'électronique. Les filiales d'entreprises multinationales étrangères (EMN) au Canada comptent pour plus de la moitié des exportations de marchandises et de services commerciaux et sont plus engagées dans les CVM que les entreprises nationales, notamment en termes de liens en amont. Elles sont en moyenne plus productives et plus innovantes que les entreprises canadiennes et peuvent donc stimuler la productivité du travail au niveau national, laquelle ressort à la traîne par rapport à ses niveaux dans plusieurs autres grandes économies de l'OCDE. En outre, par rapport aux entreprises canadiennes, les entreprises étrangères sont davantage engagées dans la R-D et l'innovation de produits et de processus, ainsi que dans le développement conjoint de produits avec d'autres entreprises. Elles créent également d'importants liens d'achat et de vente avec les entreprises nationales, y compris de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes, avec à la clé de potentielles externalités positives sur la productivité via des transferts de technologie et une plus grande intégration dans les CVM. Une plus grande diversification de l'IDE en direction de secteurs plus innovants et à plus forte intensité de savoir pourrait booster les retombées positives de l'investissement international sur la productivité, l'innovation et l'intégration dans les CVM.

Les entreprises étrangères au Canada contribuent également de manière importante à la création d'emplois et au développement des compétences. En 2020, alors qu'elles ne représentaient pas même 1 % des entreprises actives, elles étaient responsables d'environ 13 % de l'emploi. Si l'IDE au Canada présente un potentiel de création d'emplois inférieur à la moyenne qui ressort à l'échelle de l'OCDE (1.3 emploi par million USD investi, soit deux fois moins que la moyenne de l'OCDE), nombre de ces emplois sont créés dans des métiers à forte intensité technologique et à forte intensité de savoir, offrant des salaires élevés et des contrats de travail stables (c'est-à-dire des emplois à temps plein et à durée

indéterminée). Toutefois, l'IDE se concentre dans des secteurs où les taux de couverture de la négociation collective reculent, comme expliqué au chapitre 3. Les représentations des travailleurs peuvent contribuer à l'amélioration des conditions de travail dans les multinationales et aider les entreprises à s'adapter aux évolutions rapides du monde du travail. Les employeurs étrangers au Canada sont confrontés à des déséquilibres de compétences dans les secteurs du numérique, de la haute technologie et des métiers spécialisés, bien que dans une moindre mesure que les entreprises nationales. En tant qu'EMN, ces acteurs peuvent s'appuyer sur leur grande taille et leur expérience mondiale pour déployer des stratégies plus efficaces d'identification de talents et de formation des travailleurs. Pour élargir les retombées et de l'IDE et rendre ses effets plus positifs, il convient à la fois d'aligner les stratégies déployées dans les domaines de la promotion de l'investissement, de l'emploi et du développement des compétences, de faciliter davantage les partenariats entre les entreprises étrangères et les prestataires de services d'enseignement, d'encourager la mobilité internationale de main-d'œuvre entre filiales d'EMN, et d'intégrer l'IDE dans les mécanismes d'évaluation et d'anticipation des besoins futurs.

Du fait des données limitées disponibles pour l'élaboration de ce rapport, il n'est pas possible de déterminer ici dans quelle mesure les entreprises étrangères opérant au Canada contribuent à améliorer la diversité et l'inclusion des groupes vulnérables, et en particulier des femmes, des autochtones, des travailleurs étrangers issus de milieux défavorisés et des personnes en situation de handicap, sur le marché du travail canadien. Les entreprises étrangères sont généralement davantage présentes dans les secteurs où ces groupes vulnérables tendent à être moins représentés, comme l'exploitation minière et l'énergie, les services aux entreprises et le secteur manufacturier. Les résultats de la consultation menée auprès des entreprises par l'OCDE suggèrent de manière préliminaire que les entreprises étrangères pourraient accorder une importance moindre à la diversité et l'inclusion que leurs homologues canadiennes, à en juger aux plus faibles proportions de travailleurs issus de ces groupes vulnérables qui ressortent dans ces entreprises (à l'exception de celui des travailleurs étrangers), notamment aux postes de direction. Les entreprises étrangères sont également moins susceptibles de mettre en œuvre des pratiques de travail inclusives sur le lieu de travail que leurs homologues canadiennes. En revanche, les entreprises étrangères semblent attacher davantage d'importance à la formation formelle et comptent comparativement de plus grandes proportions d'employés issus de groupes vulnérables ayant bénéficié de formations. Il est essentiel d'améliorer la représentation de ces groupes de travailleurs vulnérables dans les secteurs où le Canada attire de l'IDE ou souhaite en attirer davantage, de sorte que les opportunités d'emploi créées par les investisseurs étrangers profitent à tous les segments de la population.

L'IDE peut également aider le Canada à concrétiser son ambitieux plan de réduction des émissions nettes de son économie à zéro à l'horizon 2050. Le Canada a accompli d'importants progrès sur la voie de l'abandon progressif de ses centrales au charbon, et compte aujourd'hui au nombre des pays de l'OCDE qui affichent la plus grande part d'électricité produite sans émissions de CO<sub>2</sub>. Pionnier des technologies propres, il développe des technologies de rupture qui apporteront une précieuse contribution à la décarbonation des industries lourdes. Pourtant, du fait de son extraction pétrolière et gazière, de son transport routier et de son chauffage résidentiel, le Canada demeure encore pour l'heure une économie à forte intensité de carbone. L'IDE a le potentiel d'apporter au Canada les ressources financières et technologiques dont le pays a besoin pour accélérer sa transition écologique. Il reste néanmoins encore à l'heure actuelle concentré dans des activités à plus forte intensité de carbone que les investissements nationaux, notamment dans l'exploitation minière, les produits chimiques et les produits pharmaceutiques. Par ailleurs, les combustibles fossiles représentent toujours une part importante de l'IDE (84 %) dans le secteur énergétique canadien, et les investissements dans la R-D verte restent modestes par rapport à l'IDE dont bénéficient les autres formes de R-D. Si le pays souhaite tenir ses engagements ambitieux en matière de climat, il est essentiel qu'il redouble d'efforts pour accélérer l'électrification des secteurs clés de son économie et moderniser son réseau électrique. Attirer davantage d'IDE dans les secteurs verts et les technologies écologiques aidera le Canada à réduire ses émissions de GES et à développer les compétences vertes indispensables à la réalisation de ces objectifs environnementaux.



Extrait de :

## FDI Qualities Review of Canada

Accelerating Inclusive and Sustainable Growth

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/273d99ec-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2024), « Résumé », dans *FDI Qualities Review of Canada : Accelerating Inclusive and Sustainable Growth*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/6b7869f8-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.